

Voir loin, viser court : le Conseil d'Etat dévoile les résultats de la consultation Genève 2050

Dès le début de la législature en 2018, le Conseil d'Etat a décidé d'entreprendre une démarche innovante de prospective pour pouvoir mieux appréhender les échelles temporelles lointaines difficiles à maîtriser en raison des évolutions de notre société. Cette volonté a été exprimée lors du discours de Saint-Pierre, et pris place dans le Programme de législature (<https://www.ge.ch/document/programme-legislature-2018-2023-du-conseil-etat>).

Cet exercice de prospective, inédit par son horizon temporel et sa transversalité et encore peu expérimenté au niveau suisse, suscite l'espoir de multiples transformations. En associant et en consultant la population et les partenaires historiques du territoire, le Conseil d'Etat a souhaité porter une vision transversale innovante au service du développement du territoire.

La planification de l'aménagement du canton de Genève et son développement se font essentiellement au travers du Plan directeur cantonal, soit actuellement à l'horizon 2030. Or, aujourd'hui, les réflexions en matière de développement des infrastructures de transport notamment imposées par la Confédération vont déjà bien au-delà de 2040. C'est pour cette raison que le Conseil d'Etat a souhaité réinterroger les méthodes de planification afin de pouvoir inscrire les besoins du Canton dans les futurs plans sectoriels fédéraux et ainsi disposer des moyens nécessaires pour pouvoir répondre aux enjeux découlant du dynamisme de Genève à l'horizon 2050. C'est d'ailleurs ce que la Confédération, désireuse de se projeter sur le long terme, attend des cantons.

Imaginer ensemble la Genève de demain

Le Conseil d'Etat présente aujourd'hui les résultats de la consultation prospective Genève 2050. Sur les quelque 5'000 personnes ayant participé à la consultation en ligne Genève 2050, la majorité (85 %) est satisfaite de la vie à Genève. Quatre points seraient à améliorer en matière de qualité de vie : la qualité de l'air et de l'eau (respectivement 69 et 57 %), les espaces verts (61 %), l'architecture et l'urbanisme (58 %), le niveau de stress et de bruit (55 et 57 %). Par ailleurs, les nombreux commentaires libres soulignent les préoccupations et les attentes des habitant.e.s concernant le développement du Canton.

Au printemps 2019, plus de 700 personnes et 70 expert.e.s ont débattu lors de 15 ateliers des enjeux liés au développement du Canton. Puis, durant l'été, près de 5'000 Genevois.e.s ont exprimé leur avis dans un sondage en ligne. En octobre 2019, plus de 1'000 élèves de 10 à 18 ans ont également participé à cette consultation dans le cadre du programme « un mois un droit ».

Riche en contenu et en propositions, la consultation révèle quelques chiffres marquants : 75% des personnes ayant répondu sont disposées à faire davantage d'efforts pour lutter contre les changements climatiques; 87% feraient davantage de vélo s'il y avait des aménagements sécurisés, 75% pensent que leur travail va évoluer avec le numérique, 95% pensent que chaque personne devrait être formée tout au long de sa vie, ou encore près de 85% pensent que Genève doit s'adapter pour rester à la pointe du développement technologique.

Dans l'intervalle, la pandémie du COVID-19 frappe notre pays et bouscule notre société. Dans ce contexte, les thématiques de la consultation Genève 2050 ont encore gagné en actualité et en urgence. Lors du sondage en ligne, les participant.e.s avaient, à de nombreuses reprises, fait référence aux changements de comportement importants qu'il faudra adopter (école, télétravail, diminution des déplacements, etc.).

Notre canton est aujourd'hui confronté, comme le reste du monde, à des défis majeurs qui demandent des réponses précises et surtout, immédiates. Qu'il s'agisse du réchauffement climatique, de la question des mobilités, de l'habitat ou encore de l'équité sociale et territoriale, il est nécessaire d'y répondre collectivement.

Dialoguer et faire émerger des solutions innovantes

L'Etat se voit encouragé à dessiner les politiques publiques de demain en faisant mieux participer celles et ceux qui en sont les principaux acteurs et bénéficiaires. Les résultats de la consultation constituent aussi une base utile pour appuyer les planifications sectorielles cantonales afin de répondre aux attentes de la Confédération en matière d'aménagement et de transport. Le Conseil d'Etat souhaite poursuivre la veille stratégique menée à l'échelle de l'ensemble des politiques publiques, développer des partenariats avec des démarches similaires engagées notamment au niveau suisse et transfrontalier et engager un dialogue sur la démarche prospective portée par le Canton avec les acteurs de la région et de la Genève internationale.

A court terme, les résultats de la démarche Genève 2050 appuieront la réponse du Canton aux attentes de la Confédération dans le cadre de la consultation du plan sectoriel 2050 « mobilité et territoire ». Celui-ci fixe le développement à long terme du système global de transport en Suisse, en le coordonnant avec l'aménagement du territoire et la protection de l'environnement.

Porté par le Conseil d'Etat, la démarche est pilotée par les conseillers d'Etat Antonio Hodgers, chargé du département du territoire, et Serge Dal Busco, chargé du département des infrastructures.

Retrouvez le dossier complet sur GE2050.CH.

Pour toute information complémentaire : M. Jérôme Savary, secrétaire général adjoint, DT, T. 022 327 94 18 ou M. Roland Godel, secrétaire général adjoint chargé de communication, DI, T. 022 327 96 11.